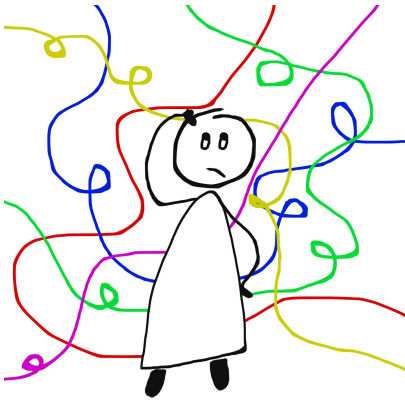




La France sait-elle encore choisir ou peut-elle encore choisir ?

Description

Les Chroniques de Patrick Pilcer

Il arrive un moment dans la vie des hommes comme dans celle des nations où ne pas choisir est encore un choix. Mais le pire est quand on ne peut plus choisir. La France semble approcher cet étrange moment de son histoire.

Elle aimerait tout. Elle voudrait tout. Moins d'impôts et davantage de services publics. Plus de sécurité et moins de contraintes. Des enseignants mieux payés, des hôpitaux mieux dotés, des retraites préservées, une défense renforcée, une transition écologique accélérée, une industrie relocalisée, davantage de pouvoir d'achat.

Nous voulons l'indépendance. Mais nous demandons chaque année aux marchés de nous financer et nous perdons petit à petit notre indépendance. Nous voulons la souveraineté. Mais nous empruntons toujours plus cher pour payer nos dépenses courantes.

Nous voulons transmettre à nos enfants une planète préservée. Mais aussi quelques milliers de milliards d'euros de dettes.

Nous voulons tout. Et surtout ne renoncer à rien. Alors nous empruntons. La dette est devenue notre manière nationale de ne pas choisir.

Pendant longtemps, cette facilité fut presque indolore. L'argent ne coûtait rien. Il fut même un temps où emprunter rapportait de l'argent. L'État pouvait repousser les décisions difficiles et envoyer la facture suffisamment loin dans l'avenir pour que personne ne songe à protester.

Mais l'avenir possède une qualité agaçante : il finit toujours par arriver. C'est comme un réveil, il finit toujours par sonner et à nous sortir de nos doux rêves. Cet été, presque sans bruit, le taux auquel la France emprunte à dix ans a franchi les 4 %. 4 % ! Un chiffre minuscule en apparence. Un immense avertissement en réalité, même si le réveil n'est pas encore pour aujourd'hui, mais pour très vite.

Car les marchés ne manifestent pas. Ils ne bloquent pas les autoroutes. Ils ne défilent pas entre République et Nation. Ils ne donnent pas d'interviews. Ils ne tweetent pas. Ils montent les taux. C'est leur façon de voter.

Et leur bulletin de vote nous dit clairement ce que notre classe politique refuse depuis trop longtemps de prononcer : nous ne pouvons pas éternellement vivre au-dessus de nos moyens en demandant à ceux qui viennent après nous de payer la différence.

Pendant ce temps, l'actuel Premier Ministre prépare un budget avec un déficit toujours proche des 5 % du PIB. Mais est-ce réaliste ? crédible ? Nous appelons cela une trajectoire. C'est peut-être surtout une mauvaise habitude.

Le déficit comme la dette française ne sont d'ailleurs plus seulement financiers. Ils sont aussi un déficit et une dette de courage. Chaque milliard emprunté finance aussi, pour partie, notre incapacité collective à dire non.

Non, l'État ne peut pas tout financer. Non, chaque avantage acquis ne peut pas devenir éternel. Non, chaque difficulté ne peut pas être réglée par une nouvelle dépense. Non, nous ne pouvons pas vouloir simultanément le modèle social scandinave, la puissance américaine et la retraite française.

À un moment, il faut choisir. Et c'est précisément ce que la politique ne sait plus faire. Car choisir mécontente. Choisir crée des perdants. Nous avons progressivement remplacé le gouvernement par l'administration des mécontentements. Un chèque ici. Une exonération là. Une niche fiscale pour celui-ci. Une subvention pour celui-là. Une promesse pour tous, car les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Mais surtout une dette pour tous nos enfants.

Gouverner n'est pourtant pas faire plaisir. Gouverner, c'est choisir.

Une nation ne vit pas seulement de PIB, de déficits et de taux d'intérêt. Elle vit de quelques principes qu'elle considère comme non négociables. La liberté. La dignité. La sécurité. L'égalité devant la loi. La possibilité de croire ou de ne pas croire. Et cette promesse magnifique faite par la République : chacun doit pouvoir vivre en France sans avoir peur en raison de ce qu'il est.

Or regardons l'antisémitisme.

Depuis trois ans, les actes antisémites ont explosé en France à des niveaux que le ministère de l'Intérieur qualifie lui-même d'historiquement élevés. En 2025, 1 320 actes ont encore été recensés. Plus de trois par jour ! Et 53 % de tous les actes antireligieux recensés dans notre pays visent les Juifs.

Il faut s'arrêter un instant sur ce chiffre. Non pour opposer une haine à une autre. Les actes antimusulmans, antichrétiens, le racisme sous toutes ses formes comme la haine anti-LGBT doivent être combattus avec la même détermination républicaine.

Mais parce que la haine des juifs possède en Europe une résonance particulière. Nous savons. Notre continent sait où conduit la désignation du Juif. Il sait ce que produit une société lorsqu'elle commence à trouver des excuses à la haine. Il sait ce qu'il advient lorsque l'administration, la justice, la culture ou les intellectuels préfèrent parfois regarder ailleurs parce que regarder en face obligerait à choisir.

Et pourtant l'antisémitisme est revenu. Différent. Mutant. Parfois dissimulé derrière un antisionisme qui commence comme une critique politique légitime et finit, chez certains, par demander aux Juifs français de répondre de l'existence ou des actes d'Israël.

Bien sûr que l'on peut critiquer Israël. On doit pouvoir critiquer Israël, comme les Etats-Unis, l'Italie ou la France. On peut combattre son gouvernement, dénoncer une politique, réclamer un, deux ou trois États, ou aucune des solutions proposées depuis 80 ans. C'est la démocratie. Mais prôner sa destruction, sa disparition pure et simple, non ! Qui demande la disparition et déchaîne la meute contre l'Afghanistan alors que les femmes afghanes, les LGBT et tous les démocrates sont condamnés, battus, mutilés, emprisonnés, torturés ? Qui demande la disparition et déchaîne la meute contre l'Iran alors que ce régime barbare a massacré plus de 53000 de ses citoyens, maltraite, fouette, emprisonne et pend tous les jours des innocents ? Personne ! alors pourquoi le demander et déchaîner la meute contre une démocratie lâchement attaquée tous les jours par des barbares qui sont aussi nos ennemis ! et pourquoi accuser les Français juifs de tout ce qui se passe à 4000 km de Paris !

Cela devrait être simple. Cela devrait être évident. Cela devrait être républicain. Et pourtant...

C'est peut-être cela, finalement, qui relie la dette, la politique et cette incapacité à faire reculer la haine des juifs. Nous avons perdu le goût de la ligne claire. Nous contextualisons tout. Nous relativisons tout. Nous négocions tout. Même parfois ce qui ne devrait jamais l'être. Nous louvoyons. Nous sommes devenus extraordinairement habiles à expliquer pourquoi nous ne pouvons plus décider.

Le Parlement est fragmenté. La société est fracturée. Les réseaux sociaux s'enflamment. Les corporations protestent. Les marchés s'inquiètent. Les électeurs menacent. Alors les gouvernants temporisent.

Mais une nation ne peut pas vivre éternellement dans le provisoire. Elle doit parfois dire : voilà ce que nous voulons. Voilà ce que nous pouvons payer. Voilà ce que nous refusons. Voilà ce que nous défendrons, quel qu'en soit le prix.

La politique est peut-être, au fond, une discipline philosophique. Elle oblige à distinguer le désir du besoin. Le possible de l'impossible. L'urgent de l'essentiel.

Elle oblige surtout à comprendre une vérité que toutes les grandes sagesse enseignent depuis des millénaires : choisir, c'est renoncer. Nous avons oublié le renoncement. Le mot nous paraît triste. Il est pourtant au cœur de toute civilisation.

Aimer quelqu'un, c'est renoncer aux autres. Élever un enfant, c'est renoncer à une part de soi. Construire une œuvre, c'est renoncer à mille distractions. Défendre une valeur, c'est accepter qu'elle puisse vous coûter quelque chose.

Pourquoi en irait-il autrement pour une nation ?

Une société qui refuse toute limite finit par perdre sa liberté, parce qu'elle devient prisonnière de ses propres promesses. Une démocratie qui refuse de défendre ses principes finit par les voir devenir négociables. Et un pays qui refuse de choisir son avenir finit toujours par subir celui que d'autres choisissent pour lui.

2027 approche.

La grande foire aux promesses va bientôt ouvrir ses portes. On nous promettra plus de pouvoir d'achat. Plus de sécurité. Plus de justice. Plus d'écologie. Plus de services publics. Plus de souveraineté. Plus de France. Et, naturellement, moins d'impôts. Les promesses du « toujours plus » ...

J'aimerais que cette fois nous posions aux candidats une autre question. Non plus : « Que nous donnerez-vous ? » Mais : « À quoi êtes-vous prêts à renoncer ? »

Quelles dépenses supprimerez-vous ? Quels privilèges remettrez-vous en cause ? Quelle vérité impopulaire accepterez-vous de dire ? Et surtout : quelles valeurs défendrez-vous lorsqu'il vous en coûtera de les défendre ?

Car un responsable politique ne se mesure pas à la vigueur de ses convictions lorsqu'elles sont applaudies. Il se mesure à ce qu'il protège lorsqu'elles ne le sont plus. Un véritable homme d'état se reconnaît au courage qu'il incarne.

Les marchés, eux, ont commencé à choisir. À plus de 4 %, ils nous adressent tranquillement leur avertissement. Plus inquiétant, la « hiérarchie des spreads », c'est-à-dire l'écart de taux entre la dette souveraine des différents pays de la zone Euro et l'Allemagne, est la même à présent à 3, 5 comme à 10 ans. Et dans tous les cas, la France emprunte le plus cher de tous les grands pays européens ! Nous sommes les derniers de la classe, les plus mauvais élèves, avec un bonnet d'âne pour Lecornu, ses prédécesseurs et Macron, l'ancien « Mozart de la Finance » !

L'Histoire aussi nous avertit. Elle nous rappelle qu'une civilisation ne commence pas à décliner lorsqu'elle manque d'argent. Elle commence à décliner lorsqu'elle ne sait plus ce qui, à ses yeux, n'a pas de prix.

La liberté n'a pas de prix. La dignité n'a pas de prix. La République n'a pas de prix. Le droit pour un Juif de vivre en France sans avoir peur d'être juif n'a pas de prix.

Voilà peut-être la véritable question de cette rentrée. Pas seulement combien allons-nous dépenser ? Pas seulement combien allons-nous emprunter ? Mais avons-nous le courage de défendre nos valeurs ?

La France veut tout. Il est temps qu'elle choisisse ce qu'elle veut être, si elle le peut encore.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée

26 août 2026